

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1294 - 31 mars 1988 - 10 F

D 1294 BRÉSIL: L'ÉGLISE VUE PAR LE CONSEIL NATIONAL DE SÉCURITÉ

Ce n'est pas tous les jours qu'on peut avoir en mains un rapport confidentiel du Conseil national de sécurité, la plus haute instance politique en matière de sûreté intérieure et extérieure de l'Etat. Et c'est encore plus exceptionnel de lire un rapport portant sur les agissements de l'Eglise catholique, "la plus importante institution religieuse en activité dans le pays", dont le "courant progressiste" prône "l'affrontement social".

Dans le document ci-dessous, le lecteur découvrira la manière dont les services de renseignement de haut niveau du Brésil rendent compte aux autorités politiques des activités théologiques et pastorales des forces vives du catholicisme brésilien. Certaines affirmations prêteraient parfois à sourire (comme des évêques qui prétendraient faire de la stratégie militaire...) si une telle analyse ne se soldait pas sur le terrain par des épisodes souvent tragiques (cf. DIAL D 1235 et 1293).

Ce document est une illustration supplémentaire des polémiques internationales contre un comportement d'Eglise qualifié de "subversif", "d'alliance objective avec le communisme" et où l'on retrouve l'inévitable querelle politique sur la "théologie de la libération".

Note DIAL

Secrétariat général du Conseil national de sécurité

CHEMISE 07

ÉTUDE n° 008/3a. SC/86

ACTIVITÉ DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE AU BRÉSIL

CONFIDENTIEL

Le 3 juin 1986

1. Objet

RELIGION - Activité de l'Eglise catholique au Brésil

2. Origine

Sur détermination du chef de cabinet du secrétariat général du Conseil national de sécurité.

3. Données connues

a) L'Eglise catholique au Brésil, la plus importante institution religieuse en activité dans le pays, se structure autour de deux grands organismes:
- la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB), pointe du sommet hiérarchique (évêques, archevêques et cardinaux);

D 1294-1/13

- la Conférence des religieux du Brésil (CRB), qui rassemble les autres prêtres et religieux en général.

Sur le plan diplomatique il y a la Nonciature apostolique, qui représente l'Etat du Vatican dans ses relations diplomatiques avec le Brésil. Son titulaire actuel, Mgr Carlo Furno, est de tendance modérée.

b) Sur les 400 membres de la CNBB, 27% sont étrangers; près de 120 appartiennent au "courant progressiste" et tous occupent des postes de direction de l'organisme; sur ces 120, une quarantaine environ sont des militants radicaux de gauche.

A la CRB, sur environ 53.000 membres, 39% sont étrangers.

c) La structure organisationnelle de l'Eglise dispose des capacités suivantes:

- 352 séminaires;
- 2.559 collèges et cours privé;
- 143 facultés;
- 1344 hôpitaux, dispensaires et postes de santé;
- 82 journaux (1);
- 143 stations de radio;
- plusieurs maisons d'édition et centres de publication;
- 150.000 communautés ecclésiales de base (2).

d) Ces capacités, réparties sur l'ensemble du territoire national, sont également augmentées d'innombrables organisations religieuses (annexe 1) qui ont pour fonction de donner l'impulsion aux activités socio-politiques de la CNBB, en particulier:

- dans les problèmes de la terre;
- dans le mouvement syndical;
- dans la question indienne;
- en matière de "droits de l'homme";
- dans le secteur de l'éducation;
- dans les couches sociales les plus démunies;
- dans la politique de partis.

e) D'autres organisations laïques (annexe 2), créées et/ou dirigées par des religieux, soutiennent les activités socio-politiques menées par les "progressistes". Elles ont pour rôle politique de faire apparaître les diverses campagnes et déclarations pastorales de l'Eglise comme groupes de pression.

f) Par ailleurs il faut ajouter l'activité notoire du Conseil national des Eglises chrétiennes (CONIC) qui réunit les catholiques, les luthériens, les calvinistes, les anglicans et les méthodistes, et qui a pour objectifs, entre autres, de réfléchir sur des questions théologiques, de rechercher l'unité de l'Eglise et de prendre des positions communes sur la réalité brésilienne.

g) 43 organisations étrangères ont été identifiées (annexe 3) dans le soutien financier à l'Eglise catholique; celles qui ont leur siège en Allemagne et en Hollande se détachent sur l'ensemble, car elles lui ont donné des sommes considérables qui ont permis la mise en place et la maintenance d'activités dans tous les secteurs de la vie nationale.

h) Des organisations politiques extérieures (annexe 4) ont également apporté leur soutien au "clergé progressiste" dans les campagnes menées ici.

i) L'organigramme de la CNBB (annexe 5) présente une structure qui a la capacité d'atteindre tous les points du territoire national, en agissant dans toutes les couches de la société.

j) Avec le soutien politique et financier de l'extérieur, grâce à la structure de l'Eglise et aux moyens de communication dont elle dispose, grâce aussi à l'alliance avec le Conseil national des Eglises et avec les organisations laïques, le "clergé progressiste" mène les campagnes suivantes:

(1) Il semblerait plus exact de parler de "périodiques". A notre connaissance l'Eglise n'a aucun quotidien (NdT).

(2) Chiffre parfaitement arbitraire (NdT).

- renforcement de la Centrale unique des travailleurs (CUT);
- organisation de l'Union nationale des étudiants (UNE);
- mise en pratique de l'"éducation populaire" dans le pays;
- mise en place d'un nouveau système de communication sociale adapté aux intérêts des classes populaires;
- formation de militants syndicaux, ruraux et urbains;
- formation, création et soutien de mouvements populaires;
- renforcement du Parti des travailleurs (PT);
- organisation et soutien des travailleurs ruraux et des "sans-terre";
- combat contre la sécheresse du Nord-Est, particulièrement en opposition aux programmes gouvernementaux pour la région;
- contre les grands projets gouvernementaux, en particulier ceux qui se rapportent à la construction de barrages et au projet Grand-Carajás;
- formation de militants étudiants;
- formation de militants pour le Parti des travailleurs et pour les communautés ecclésiales de base;
- contre la prolifération des sectes, du spiritisme et des cultes afro-brésiliens;
- engagement des aumôniers militaires à suivre les directives de la Conférence nationale des évêques du Brésil;
- en faveur des minorités noires et indiennes;
- campagne nationale pour la mise en place de la réforme agraire;
- Campagne de la fraternité de 1986, également centrée sur les questions de la terre;
- Campagne pour l'Assemblée nationale constituante.

4. Appréciation

a) Le "courant progressiste", bien que minoritaire, a une grande influence sur l'orientation des actions pastorales de l'Eglise au Brésil. Avec une mise en oeuvre très efficace, elle prône des changements rapides et radicaux ainsi que l'affrontement social, dans une attitude qui diverge ouvertement des enseignements évangéliques traditionnels, en accusant en permanence la majorité conservatrice.

Ce courant occupe tous les postes de direction de la CNBB et lui imprime une ligne essentiellement socio-politique, pour ne pas dire révolutionnaire.

b) Il faut prêter une attention particulière aux "progressistes" radicaux, en raison du rôle qu'ils jouent pour rendre les problèmes sociaux plus aigus, et en raison du travail de conscientisation politico-idéologico-révolutionnaire auquel ils se livrent à travers leurs actions. Ce sont eux qui, normalement, occupent des postes clés dans les organismes chargés de mettre en pratique les directives pastorales de l'Eglise catholique au Brésil et, subsidiairement, de faire les démarches auprès des organisations laïques et oecuméniques, nationales et internationales, pour obtenir d'elles un soutien de leur travail, y compris le soutien financier.

c) Ces radicaux agissent conformément aux fondements de la "théologie de la libération", laquelle consiste en l'utilisation du christianisme comme "praxis" de lutte pour la libération humaine à partir du sens temporel et non pas spirituel. Ses théoriciens, quand ils ne le déclarent pas publiquement, montrent par leurs oeuvres qu'ils ont reçu une formation marxiste. Adversaires du capitalisme, ils prônent l'implantation du socialisme, même si certains s'emploient euphémiquement à le désigner comme une prétendue troisième voie entre le capitalisme et le communisme classique.

d) Phase ultérieure de la "théologie de la libération", la "théologie du conflit" a pris corps et s'emploie à fonder théologiquement la participation à la lutte révolutionnaire comme attitude profondément chrétienne et évangélique.

La "théologie de la libération" et la "théologie du conflit", en pratique, sont représentées par ladite "Eglise populaire" dont le premier temple a été inauguré par le cardinal Aloísio Lorscheider, en décembre 1983, à São Geraldo do Araguaia dans l'Etat du Pará, sous la dénomination de "Jésus-Christ libérateur".

La "théologie du conflit" est largement appliquée au Brésil et dans les pays du tiers-monde; elle est mise en évidence dans les différents mouvements sociaux de re-

vendication et/ou de pression, en particulier dans les conflits de terre. Elle met en avant, comme principes et thèses, les principaux points suivants:

- la désobéissance civile organisée et le non respect délibéré de la loi;
- la lutte des classes comme principe relevant du Royaume de Dieu;
- la connaissance de la psychologie du conflit comme mode de préparation à la stratégie de la victoire (3);
- "la foi évangélique doit être de plus en plus le ferment de la révolution populaire";
- "l'important n'est pas d'être violent de temps en temps, mais bien en permanence, dans le combat pour une nouvelle société";
- "il n'est pas possible de parvenir à une solution non violente quand tout un mouvement historique conduit à un dénouement violent";
- "le martyr et le guérillero sont très proches l'un de l'autre. Tous deux font le sacrifice de leur vie. Nous croyons cependant que nous avons plus besoin de martyrs que de guérilleros";
- "La "non violence" n'est pas synonyme de passivité ni de pacifisme. C'est une manière de vivre le conflit pour concrétiser dans le domaine de la lutte sociale le commandement de Jésus: "Aimez vos ennemis", puisque aimer l'ennemi signifie que nous avons un ennemi";
- "nous acceptons totalement la lutte des classes (...) Le patron est "l'ennemi" de la classe ouvrière";
- "toute proposition de "non violence active", c'est-à-dire de fermeté permanente, consiste à ne pas nier la réalité des conflits, mais au contraire à les assumer, à les comprendre, et à les dépasser par la "violence évangélique" qui entend ne pas tuer l'adversaire ni moralement ni physiquement, et qui suppose un engagement fort, ferme et organisé". (4)

e) Ces activités socio-politiques se sont intensifiées à partir de la réunion de Puebla (Mexique, 1980) (5), quand les évêques latino-américains ont décidé du "choix prioritaire des pauvres", de sorte que cela signifie aujourd'hui organiser et encourager des mouvements de contestation contre le régime capitaliste.

Le Vatican lui-même, dernièrement, s'efforce de remettre l'Eglise brésilienne dans la ligne traditionnelle en mettant l'accent sur une doctrine chrétienne mûrie.

f) Le travail du "clergé progressiste" repose essentiellement sur les problèmes socio-économiques du pays, parfaitement détectés et manipulés, en mettant à profit l'insuffisante capacité de réponses appropriées des organismes gouvernementaux chargés de corriger les distortions, ainsi que le bas niveau culturel des couches sociales où ce clergé agit.

Ci-dessous, appréciation plus détaillée des activités socio-politiques de l'Eglise catholique sur les questions les plus importantes de la vie nationale.

L'Eglise et la question foncière

g) La Commission pastorale de la terre (CPT) est organisée en régionaux qui couvrent l'ensemble du pays. Dirigée par des "progressistes" radicaux et bénéficiant du soutien du sommet de la Conférence nationale des évêques du Brésil, la CPT se livre à un intense travail de mobilisation en milieu rural; elle porte une grande part de responsabilité dans les conflits fonciers. Par le moyen d'une action "de conscientisation", elle pousse l'homme de la campagne au combat pour la terre, en allant jusqu'à élaborer un code de conduite pour les cas d'occupations de terres, d'embuscades et de résistances.

h) Parallèlement, la Fédération d'organisations pour l'assistance sociale et éducative (FASE) - autre organisme de la CNBB (6) - mène une double action: dans les centres communautaires, en exploitant les problèmes sociaux des périphéries urbaines et des

[3] Sic [NdT].

[4] Aucune référence n'est donnée pour ces citations [NdT].

[5] Erreur: l'assemblée de Puebla est de 1979 [NdT].

[6] Erreur: la FASE ne relève pas de la CNBB [NdT].

favelas; et en milieu rural, en s'infiltrant dans les syndicats de travailleurs ruraux et en s'appliquant à former des militants dans le sens des propositions de la CPT.

La FASE, dont les communautés ecclésiales de base sont les instruments d'action (7) et qui sont près de 150.000 (cf. note 2), dispose dans ses cadres de militants du Parti communiste du Brésil, en particulier dans l'Etat du Pará.

i) La "campagne nationale de réforme agraire" - qui est menée dans le pays depuis 1983 sous l'orientation de la CNBB et avec la participation de la Confédération nationale des travailleurs de l'agriculture (CONTAG), de l'Association brésilienne de réforme agraire (ABRA), de l'Institut brésilien d'analyses sociales et économiques (IBASE), de la Commission pastorale de la terre (CPT) et du Conseil indigéniste missionnaire (CIMI) - a été relancée par la Campagne de fraternité 1986 (8) qui renforce l'idée de la nécessité d'une mobilisation et d'une organisation populaires, en vue d'une "réforme agraire juste, authentique et large".

La Campagne de fraternité 1986, sur le thème "Terre de Dieu, terre de frères" est organisée autour d'un texte de base et d'un manuel édités (9) par la CNBB.

Rédigé en un langage notoirement "progressiste" qui rejoint les principes et les objectifs de la "théologie de la libération", le manuel (9) s'emploie à atteler aux célébrations religieuses une question purement socio-politique: la question de la terre. En prétendant mettre en parallèle le "paysan sans terre" qui migre à travers le pays, et le peuple hébreu qui recherchait "la terre promise", le manuel incite à penser que la terre, un "don de Dieu", ne sera conquise que grâce à l'union et à l'organisation des travailleurs qui, aux côtés de représentants de l'Eglise, pourront "détruire les clôtures" et procéder à une "réforme agraire juste".

L'association entre ce thème et les motivations religieuses, dans la célébration d'actes liturgiques, se présente toujours sous une forme tendancieuse. Par exemple:
- "Notre enthousiasme ne nous entraîne pas toujours à des convictions fermes allant jusqu'aux ultimes conséquences. Nous oublions que toute libération suppose une dose de sang."
- "As-tu le courage de donner ta vie pour plus de justice au Brésil? N'es-tu pas disciple du maître? As-tu le courage de lutter pour la fraternité et pour une juste distribution de la terre?" (10)

En se servant d'un langage qui est plus typique de sociologues de gauche que de clercs, le manuel "ignore" l'existence de l'Etat et du gouvernement - ce dernier en tant que médiateur et responsable des questions sociales - et prêche la révolte et la lutte des classes jusqu'à ses ultimes conséquences, y compris le sang versé.

Son message, qui n'est en rien évangélique ou fraternel au cas où il atteigne les objectifs qu'il se propose, transformera la "terre de Dieu" en terre d'ennemis, et la question de la terre en mouvement politico-révolutionnaire.

j) Au cours des dernières années, il a été pratiqué une véritable "expropriation" de la propriété privée, de façon organisée, sous prétexte que "le logement est le droit de tous" et/ou que "la terre est à celui qui la travaille". Ainsi, le droit à la terre se superpose au droit de propriété, et les invasions de terre sont interprétées comme de simples "occupations" par ceux qui les pratiquent, en considérant cette technique comme une forme de "réforme agraire".

Cet antagonisme affecte gravement la PAIX SOCIALE et le processus d'INTÉGRATION NATIONALE.

L'Eglise et le mouvement syndical

1. Le "clergé progressiste" élabore des directives qui constituent un important et large travail de conscientisation de la classe ouvrière, grâce à la dissémination

[7] Erreur: ces communautés relèvent de la pastorale du diocèse concerné (NdT).

[8] Campagne annuelle de Carême de l'Eglise du Brésil (NdT).

[9] Erreur: il n'y a pas de "manuel" de la Campagne de fraternité, mais seulement un texte de base (NdT)

[10] Aucune référence n'est donnée pour ces citations dont on ne trouve pas trace dans le "texte de base" (NdT)

qu'il en fait par le biais de militants infiltrés dans les usines et les syndicats, en particulier les prêtres-ouvriers, les militants de communautés et les agents de pastorale.

Le mouvement syndical a répandu, avec un certain succès, la thèse de la "non violence" qui consiste essentiellement en désobéissance civile. Le mouvement de grèves de mai 1978 (11) a été entièrement calqué sur cette méthode d'orientation de l'Eglise: l'ouvrier se rendait à son travail, il pointait, mais il restait les bras croisés.

L'embrigadement de l'ouvrier a été effectué de plusieurs manières:

- dans les entreprises, par la création de commissions d'usine et par l'union autour de l'opposition syndicale;
- diverses associations de femmes, mères de famille et amis de quartier, qui ont donné naissance à un mouvement élargi: le Mouvement du coût de la vie;
- la création de centres de défense des droits de l'homme, et de communautés ecclésiastiques de base;
- la défense de syndicats libres et autonomes;
- la formation de militants syndicaux d'opposition;
- la critique de la politique salariale du gouvernement, rendu responsable de la compression salariale;
- la condamnation de la législation du travail, en particulier l'organisme Fonds de garantie pour temps de travail (FGTS) "*cause du roulement de la main d'oeuvre, qui provoque le chômage et/ou le paiement de bas salaires*";
- la diffusion de la thèse selon laquelle la politique économique du gouvernement favoriserait uniquement les groupes économiques au détriment des travailleurs;
- des réunions et la distribution d'innombrables feuillets, livres et tracts, sans compter l'intense prédication auprès des travailleurs en vue de leur engagement (12) dans un grand mouvement.

m) (13) Si, pour le moment, le clergé est pris par la Campagne de fraternité consacrée à la question foncière et à l'élaboration de la Constitution, il ne faut pas croire qu'il est absent du mouvement syndical: la preuve en est dans l'organisation de grèves dans les services essentiels et dans la poursuite de celles qui ont été déclarées illégales, en particulier les grèves des agents du chemin de fer, des dockers, des médecins et des professeurs.

Le mouvement syndical affecte sensiblement le PROGRÈS et la PAIX SOCIALE.

L'Eglise et la question indienne

n) Au cours des dernières années, la question indienne a eu un impact national et international négatif. Des problèmes de tous ordres entre Indiens et société ambiante ont provoqué l'apparition d'un cadre social complexe.

C'est dans ce contexte qu'agit le Conseil indigéniste missionnaire (CIMI). A l'exemple de la Commission pastorale de la terre (CPT), ce conseil est structuré en régionaux et noyaux, couvrant ainsi l'ensemble du territoire national et ayant une responsabilité notoire dans les conflits fréquents entre Indiens et non Indiens.

Dirigé par des "progressistes" radicaux, il a été le principal opposant de la politique indienne officielle, avec la collaboration de dizaines d'organisations de soutien à la cause indienne.

Les principaux "drapeaux" du CIMI sont l'autodétermination des peuples indiens, le respect de leurs cultures, le cadastrage de leurs terres, la nationalité indienne propre (nations indiennes non intégrées à la société nationale), la propriété du sol et la maîtrise du sous-sol. Dans ce but, il se livre à un intense travail de formation de militants et il pousse les communautés silvicoles à exiger des solutions immédiates en utilisant plusieurs types de pression, depuis le blocage de routes jusqu'à

[11] Premier grand mouvement social sous la dictature militaire, un an avant l'abolition des pleins pouvoirs (NdT).

[12] A noter que ce rapport utilise le mot "engagement" qui relève du langage militaire, et non pas le mot "compromis" qui, pour la même traduction française, relève au Brésil du langage pastoral de l'Eglise (NdT).

[13] La désignation des paragraphes par lettre saute de l) à m) (NdT).

la séquestration de personnes. On relève l'influence du CIMI dans l'expansion significative des aires indiennes, en particulier en Amazonie où des intérêts étrangers sont évidents. Les aires indiennes, actuellement, font un total de 75.037.182 hectares, soit une moyenne de 422 hectares par Indien. Dans l'Etat du Pará, cette moyenne s'élève à 1.213 hectares par Indien, dans une région où, pour une famille de non Indiens ou colons, l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (INCRA) a arrêté le module rural à une valeur allant de 4 hectares (exploitation horticole) à 115 hectares (exploitation forestière).

Dans la question indienne et foncière, le "clergé progressiste" prend des positions contradictoires: il est contre les petits paysans qui envahissent des aires indiennes d'Amazonie immenses, non peuplées et improductives; et il est pour les petits paysans qui envahissent des latifundias productifs du Nord-Est et du Centre-Sud.

La liberté d'action des Indiens protégés par l'institut de tutelle, l'expansion démesurée des aires indiennes, en particulier dans la zone frontalière, et la thèse de l'autodétermination (la pluri-nationalité) compromettent la PAIX SOCIALE, le PROGRÈS, l'INTÉGRITÉ DU TERRITOIRE et l'INTÉGRATION NATIONALE, et même la SOUVERAINETÉ.

Activité en matière de droits de l'homme

o) L'action de l'Eglise en matière de "droits de l'homme" se fait par les commissions justice et paix. Sous l'orientation de religieux et composées de laïcs, ces commissions agissent auprès des diocèses et prélatures avec, pour objectif, une assistance juridique et la défense des droits de l'homme; un thème qui, par son ampleur, est mis à profit dans ses différentes connotations interprétatives pour l'exploitation des problèmes sociaux. Pour ce travail, l'Eglise prend appui sur les innombrables centres de défense des droits de l'homme qui ont été créés dans le pays à l'initiative du clergé lui-même.

Activité en matière d'éducation

p) Avec quelque 143 établissements d'enseignement supérieur et 2.559 collèges et autres cours privés, installés en divers points du territoire national, l'Eglise catholique se trouve en position hégémonique lui permettant d'encadrer et d'influencer des portions importantes de la société brésilienne.

Le "clergé progressiste" remet fortement en question l'actuel modèle éducatif du pays, en vertu de l'argumentation consistant à dire qu'il est structuré selon les intérêts des classes dominantes, des puissants et du système capitaliste "oppresseur". Dans le but d'éliminer ce système, il prône la mise en place de ladite "éducation libératrice", plus connue sous le nom d'"éducation populaire", dans une perspective essentiellement de classe sociale.

Ce potentiel d'influence et la mise en question du modèle éducatif du pays, ajoutés à la volonté d'introduction, dans les programmes des écoles catholiques, des directives "pastorales" de la Conférence nationale des évêques du Brésil, constituent un risque grave pour la formation d'une grande partie de la jeunesse brésilienne, et une menace sérieuse pour la DÉMOCRATIE.

Activité dans les secteurs sociaux les plus démunis

q) La dominante actuelle de l'Eglise catholique, qui se traduit dans la formule "choix prioritaire des pauvres" et qui a été récemment corrigée par le Vatican en "amour de préférence pour les pauvres" (14), a été le thème principal ayant présidé aux activités du "clergé progressiste". Celui-ci, mettant à profit le bas niveau culturel des couches les plus démunies de la population, cherche à manipuler leurs aspirations et leur crédulité par une prédication socio-politico-révolutionnaire. Cette conscientisation des travailleurs ruraux, des ouvriers, des habitants de bidonvilles et autres secteurs sociaux moins favorisés, a été réali-

[14] Sur l'évolution sémantique de l'expression, cf. Ch. ANTOINE, revue JESUS de mars 1987 (NOT)

sée à travers les communautés ecclésiales de base, dont le nombre est estimé à 150.000 (cf. note 2) sur l'ensemble du territoire national.

Le grand succès des communautés ecclésiales de base est attribuée au fait que ce sont des petits groupes de même niveau social qui se réunissent pour réfléchir et discuter de problèmes communs portant sur la famille, le quartier, le travail et même la conjoncture nationale, lesquels problèmes sont alors mélangés à des thèmes d'intérêt socio-politique.

Activité dans la politique des partis

r) Officiellement, l'Eglise catholique n'a pas de liens avec des partis politiques et des organisations communistes. Cependant, les "progressistes" radicaux agissent en accord avec quelques principes et objectifs poursuivis par le Parti des travailleurs (PT) et par le Parti communiste du Brésil (PC do B). La création du PT a bénéficié d'une large participation de la gauche catholique.

On observe de moins en moins de retenue de la part du "clergé progressiste" en matière de politique de parti, laquelle bénéficie de l'énorme influence politico-électorale de l'Eglise dont la classe politique a toujours cherché à profiter.

L'Eglise et la nouvelle Constitution

s) A l'heure actuelle, l'Eglise catholique concentre ses efforts sur la campagne pour l'Assemblée nationale constituante (15), en cherchant à introduire dans la nouvelle Charte toutes les propositions formulées lors de ses campagnes.

Du 9 au 18 avril 1986, la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB) a tenu sa 24e assemblée générale à Itaici, Etat de São Paulo, à l'occasion de laquelle 253 évêques de tous les diocèses du Brésil ont voté la déclaration pastorale "Pour un nouvel ordre constitutionnel" (16).

En termes généraux, la CNBB propose dans cette déclaration des changements moins radicaux et plus lents que ceux prônés dans d'autres documents, en particulier les suivants.

1) Quant à la politique indienne:

- *"Etant donné l'existence de peuples indiens au Brésil, séculairement victimes de spoliations en tous genres, il faut que la Constitution reconnaisse le pluralisme ethnique de la société brésilienne, en garantissant l'autodétermination de ces peuples, en respectant leurs cultures et en recevant leurs organisations tribales, comme peuples minoritaires dans la société brésilienne."* (17)

- *"Pour la survie de ces peuples et la préservation de leur culture, la Constitution devra leur garantir la maîtrise et la possession collective, inaliénable et exclusive des aires habitées par eux, avec l'usufruit de toutes les richesses y compris le sous-sol. Ces aires devront être immédiatement cadastrées."* (17)

2) Quant au service militaire obligatoire:

La CNBB reconnaît le droit à l'objection de conscience face à la prestation du service militaire, et elle propose l'alternative d'un service civil de substitution au bénéfice de la communauté.

3) Quant au mouvement syndical:

La CNBB reconnaît la grève comme droit des travailleurs, y compris dans les services essentiels où la paralysation est interdite par la législation en vigueur.

4) Quant à l'industrie nationale d'armement:

La CNBB entend décourager la participation du Brésil au marché international des armes et est en faveur de l'interdiction des investissements publics dans l'industrie d'armement à l'exportation.

[15] Le rapport du Conseil national de sécurité est, rappelons-le, daté du 3 juin 1986 (NdT).

[16] Texte dans DIAL D 1129 (NdT). [17] Nos 81 et 82. Souligné par les auteurs de ce rapport (NdT).

5) Quant au problème démographique brésilien:

Le concept avancé est en parfait accord avec les idées de cet organisme. Voici le texte correspondant de la déclaration pastorale:

"Les époux, orientés par les critères de la morale et sans jamais perdre de vue la grave tâche d'éduquer et d'entretenir leurs enfants, doivent être respectés dans leur droit à la planification familiale. Dans le cadre de ce respect, les pouvoirs publics doivent promouvoir l'information appropriée et prendre les mesures adéquates, conformément aux exigences de la loi morale, tout en défendant la famille contre l'imposition de programmes anti-natalistes." (18)

s) (19) Alors que les partis sont lancés dans les élections de novembre, en faisant passer au second plan les thèmes constitutionnels, l'Eglise déclenche dans le pays une véritable "opération Constitution" en mettant tout son appareil au service du débat sur les propositions à présenter à l'Assemblée nationale constituante, et au service de la conscientisation du peuple sur les critères à retenir pour le choix des candidats à la Constituante.

5. Conclusion

L'Eglise catholique du Brésil, par le moyen d'une minorité active, présente un comportement très différent des critères préconisés par la doctrine religieuse. En s'engageant de plus en plus dans des mouvements à caractère politique et de contestation du gouvernement, sur la base des graves problèmes sociaux et économiques qui concernent la société brésilienne, elle s'est rendue responsable de l'apparition de foyers de tension dans l'ensemble du pays.

Cette minorité, intitulée "clergé progressiste" et occupant la direction de la Conférence nationale des évêques du Brésil, milite en faveur d'améliorations sociales pour les couches les plus démunies de la population, en prônant cependant l'usage de la force, les mouvements de masse ainsi que des changements rapides et radicaux, et en acculant en permanence la majorité conservatrice de l'Eglise.

Grâce à une extraordinaire structure organisationnelle (annexes 1 et 5), au soutien du Conseil national d'Eglises chrétiennes (CONIC), aux organisations laïques créées et/ou dirigées par des religieux (annexe 2), et aux organisations étrangères (annexes 3 et 4), l'Eglise catholique s'immisce dans des problèmes nationaux, en particulier:

- les problèmes de la terre;
- le mouvement syndical;
- la question indienne;
- le domaine des droits de l'homme;
- le secteur de l'éducation;
- les secteurs sociaux les plus démunis;
- la politique de partis.

Cette ingérence dans les affaires de l'Etat s'opère par d'innombrables campagnes basées sur des études et des analyses des problèmes nationaux faites par des organismes de l'Eglise elle-même, en mettant pour cela à profit les attentes des classes qui subissent les conséquences des difficultés socio-économiques du pays, très bien détectées et manipulées par ces organismes.

En résumé, l'activité de la minorité "progressiste" de l'Eglise prenant appui sur une aussi vaste structure est cause de préoccupation, principalement sur les points suivants:

- immense capacité de pénétration dans l'ensemble du territoire national;
- domination des esprits naturellement crédules de notre homme de l'intérieur;
- énorme influence dans tous les milieux de la société;
- utilisation de la sensibilité religieuse de l'homme brésilien pour une exploita-

[18] N° 65 [NdT].

[19] Répétition de lettre de désignation de paragraphe [NdT].

tion des inégalités sociales et des difficultés que connaît la grande majorité du peuple;

- participation significative de prêtres étrangers et d'organisations extérieures qui apportent un soutien politique et financier;
- endoctrinement contraire aux enseignements évangéliques, de plus en plus associé à des réclamations socio-politiques;
- incitation à la résistance passive et encouragement des mouvements de rébellion (désobéissance civile organisée et non respect délibéré de la législation);
- passivité de la majorité conservatrice de l'Eglise;
- discrédit de l'institution se soldant par l'encouragement au renforcement ou à l'apparition d'autres sectes;
- imprévoyance du gouvernement devant l'aggravation constante du problème.

L'interférence de l'Eglise dans le règlement des problèmes nationaux a été source de conflits qui affectent pratiquement tous les objectifs nationaux permanents (ONP).

6. Proposition

En vertu de ce qui vient d'être exposé, les mesures suivantes sont suggérées:

a) Poursuite et élargissement des programmes socio-économiques du gouvernement, comme mesure efficace de retrait des points d'appui des campagnes de l'Eglise.

b) Création d'un groupe de travail interministériel constitué de représentants du Service national d'information, du secrétariat du Conseil national de sécurité et du MRE, pour étudier, à titre confidentiel, le problème de l'ingérence de l'Eglise dans les affaires de l'Etat et pour proposer les mesures suivantes:

- Création d'un canal pour le dialogue avec l'Eglise traditionnelle, à niveau gouvernemental.
- Lancement d'opérations médiatiques pour éclairer l'opinion publique sur les risques graves et grandissants que court la nation brésilienne en raison de la manipulation nocive des problèmes nationaux.
- Mobilisation des divers courants politiques qui soutiennent le gouvernement pour contrecarrer les actions du clergé pour tout ce qui est contraire aux objectifs du gouvernement.
- Création de mécanismes appropriés pour le contrôle de l'activité des organisations religieuses au Brésil, de la participation de prêtres étrangers et de l'entrée de pays de ressources financières destinées aux campagnes de l'Eglise.

Annexe 1 (20) ORGANISATIONS RELIGIEUSES QUI PRÉSIDENT AUX ACTIVITÉS SOCIO-POLITIQUES DE LA CNBB

- Fédération d'organisations pour l'assistance sociale et éducative (FASE)
- Mouvement d'animation des chrétiens en milieu rural (ACR)
- Mouvement pour la libération des prisonniers de l'Araguaia (MLPA)
- Mouvement syndical:
 - Pastorales ouvrières
 - Pastorales de la périphérie
 - Action catholique ouvrière (ACO)
 - Front national du travail (FNT)
 - Association de mères et amis de quartier
 - Mouvement du coût de la vie
 - divers syndicats ruraux, etc.
- Conseil indigéniste missionnaire (CIMI)
- Centre d'études et d'action sociale (CEAS)
- Institut brésilien d'analyses sociales et économiques (IBASE)
- Institut brésilien de développement (IBRADES)
- Institut de pastorales

[20] Nous ne relevons pas, dans les annexes, les erreurs d'intitulé ou de classification (NdT).

- Mouvement d'éducation de base (MEB)
- Commission pastorale de la terre (CPT)
- Commission pastorale des droits de l'homme
- Commission pastorale de justice et paix (CJP)
- Autres pastorales en cours:
 - universitaire
 - indienne
 - d'orientation politique
 - des bidonvilles
 - des courées
 - de l'employée de maison
 - de la jeunesse
 - des pêcheurs
 - de la famille
 - des prostituées
 - du Noir
 - des migrants et des journaliers
 - de la santé
 - sur le contrôle des naissances

Annexe 2 ORGANISATIONS LAÏQUES QUI SOUTIENNENT LES ACTIVITÉS SOCIO-POLITIQUES DU CLERGÉ PROGRESSISTE

- Service national justice et non-violence
- Union des nations indiennes (UNI)
- Université méthodiste de Piracicaba, Etat de São Paulo
- Confédération brésilienne des travailleurs chrétiens
- Centre de réflexion et de documentation
- Société de défense des droits de l'homme
- Centre de pastorale Vergueiro
- Centre oecuménique de service de l'évangélisation et de l'éducation populaire
- Centre oecuménique de documentation et d'information
- Mouvements communautaires
- Centre d'éducation et de culture populaire
- Centre de défense des droits de l'homme
- Associations de quartier
- Association d'éducation catholique du Brésil
- Association pauliste de solidarité dans le chômage
- Centre de travail indien
- Centre d'études "Noel Nuteis"
- Communauté universitaire de base
- Comité de défense des droits de l'homme pour les pays du Cône sud (CLAMOR)
- Centre d'orientation missionnaire
- Centre d'études de la culture contemporaine (CEDEC)
- Centre d'action communautaire (CEDAC)
- Comité Santos Dias da Silva
- Centre de recherche et d'étude sur l'histoire de l'Eglise au Brésil (CEPEHIB ou CEHILA)
- Centre d'évangélisation et de catéchèse
- Centre d'études bibliques (CEBI)
- Centre d'études politiques et sociales de l'ABC
- Institut pauliste de promotion humaine
- Institut d'action culturelle
- Institut nordestin d'éducation et de culture
- Mouvement des agriculteurs sans terre de l'ouest du Paraná
- Mouvement familial chrétien
- Mission évangélique Caiuá
- Mouvement d'action communautaire
- Mouvement communautaire "Vila Remo"
- Mouvement de justice et droits de l'homme

- Opération Anchieta
- Relations éducatives du travail
- Sono-Viso du Brésil
- Société du Pará de défense des droits de l'homme
- Mouvement des travailleurs ruraux sans terre

Annexe 3 ORGANISATIONS ÉTRANGÈRES QUI COLLABORENT FINANCIÈREMENT AVEC L'ÉGLISE CATHOLIQUE ET AVEC DES ORGANISMES RELIGIEUX ET LAÏCS QUI LUI SONT RATTACHÉS

ALLEMAGNE

- Bischöfliches Aktion Adveniat (ADVENIAT)
- Aktion Gegen Hunger und Krankheiten in der Welt Bischöfliches Hilfswerk Misereor E.V. (MISEREOR)
- Kirche in Not Osterpriesterhilfe E.V. (KIRCHE IN NOR)
- Missionszentrale der Franziskaner
- Brot für Die Welt
- Zentralstelle für Entwicklungshilfe E.V.
- Erzbistum Köln
- Provinzialat Armen Schulschwestern V. Ul. Fr.
- Lateinamerika Zentrum E.V.

BELGIQUE

- Broederlijk Delen
- Entraide et Fraternité

CANADA

- Développement et Paix

DANEMARK

- Følk Kirkens Nødhjælp

ESPAGNE

- Ayuda a la Iglesia Necesitada

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

- Northern California war Tax Resistence
- Catholic Relief Services

SUISSE

- World Council of Churches
- Accion Cuaresmal de los Católicos en Suiza
- Lutheran World Federation
- International Catholic Migration Commission
- Caritas Suiza
- Centre d'Etudes et Information Syndicalisme

Annexe 4 ORGANISATIONS EXTÉRIEURES QUI SOUTIENNENT POLITIQUEMENT LE CLERGÉ PROGRESSISTE

- Amnesty International
- Comité ecclésiastique d'Amérique latine (CEAL)
- Centre régional d'information oecuménique (CRIE)
- Centre d'études du développement en Amérique latine
- Conseil oecuménique des Eglises (COeE)
- Confédération latino-américaine des religieux (CLAR)

- Conférence des Eglises des Caraïbes
- Centre d'éducation et de culture ouvrière
- Comité de défense des droits de l'homme pour les pays du Cône sud (CLAMOR)
- Conseil latino-américain des Eglises (CLAI)
- Conférence épiscopale paraguayenne
- Conférence des évêques nord-américains
- Comité épiscopal France Amérique latine (CEFAL)
- Fédération internationale des mouvements d'adultes ruraux catholiques (FIMARC)
- Institut oecuménique pour le développement des peuples (INODEP)
- Informations catholiques internationales (ICI)
- In-Former culture et éducation populaire
- Institut interaméricain des droits de l'homme
- Jeunesse catholique étudiante internationale (JECI)
- Mouvement mondial des travailleurs chrétiens (MMTC)
- Mouvement international de réconciliation
- Service allemand de coopération technique et sociale
- Secrétariat latino-américain Pax Romana MIEC-JECI
- Service d'éducation populaire du Venezuela
- Service paix et justice en Amérique latine (SERPAJ-AL)

Annexe 5 ORGANIGRAMME DE LA C.N.B.B. - SIGLES

(...)

Annexe 6 LISTE DES RELIGIEUX VIOLANT LA LOI DES ÉTRANGERS

(...)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)